

LE POING



Janvier 2024

EDITO

2024, Gardons la flamme !

En pleine négociation sur la revalorisation de notre régime indemnitaire, notre ex-directeur général, Monsieur Fournel, vient de lâcher la barre de direction. Les négociations indemnitaires vont reprendre le 29 janvier avec M.Magnant, notre directeur général par intérim. L'argent est là, allons le chercher !

En 2023, les 6000 plus haut fonctionnaires se sont vu octroyer une hausse de leur rémunération pouvant aller jusqu'à 25 %. Nos collègues de la Santé et de l'Intérieur ont obtenu respectivement 180 € et 200 € par mois. Plus près de nous, lors de leurs négociations respectives, nos collègues douaniers ont obtenu en moyenne 110 € par mois, et 60 € par mois pour ceux de la DGCCRF.

Nous demandons :

- La revalorisation à 200 € mensuels avec application du taux normal de pension civile de l'Indemnité Mensuelle de Technicité ;
- La revalorisation de la valeur du point ACF ;
- L'attribution de 40 points d'ACF supplémentaires pour l'ensemble des personnels ;
- La revalorisation de la prime de rendement ;
- La revalorisation à 50 € mensuels et le déplafonnement de l'allocation journalière forfaitaire de télétravail ;
- La revalorisation substantielle des remboursements de frais ;

L'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires) mais en octobre, Stanislas Guérini encore ministre de la fonction publique, nous promettait déjà une année blanche pour 2024.

Quel mépris ! Les annonces sur la hausse de nos coûts fixes ne cessent de s'amonceler :

- +10 % des tarifs de l'électricité au 1^{er} février ,
- + 5 % pour nos assurances,
- + 3 % pour les frais bancaires,
- + de frais médicaux non remboursés.

Notre cher président Macron lors de sa dernière conférence n'a rien trouvé de mieux que de remettre sur le tapis le salaire au mérite chez les fonctionnaires. Quel mépris !

À budget constant, on sait très bien ce que cela signifie. Nous allons nous-même contribuer au paiement des primes d'une minorité de nos collègues avec de nouvelles suppressions d'emplois, un volume de promotions plus limité, une contractualisation toujours plus forte des effectifs ...

De quoi générer encore plus de tension dans les services.

Pendant ce temps, les profits des entreprises du CAC 40 explosent avec 97 milliards de dividendes

distribués. : le troisième record historique de suite, quelle surprise ! Alors même que l'on sait combien l'État aime à se priver des recettes fiscales versées par les plus riches (abandon de l'ISF, prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les distributions de dividendes des entreprises, disparition progressive de la CVAE...)

Il est désormais primordial d'indexer le point d'indice sur l'inflation, de revaloriser immédiatement le point d'indice de 10 % et de distribuer 1 000 € de prime immédiate pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat 2023.

Sébastien Rioux

Augmentation générale !

ACTU

Conférence de presse de
Macron, ça glisse !
Par Sophie Abondance

FRANCE FOOT

un trio d'attaquants !
Par Dominique Lo Monaco

LOCAL / EN BREF

Du 9 dans le 38,
Collectif jeune.
Par Celina, Sophia, Samia,
Manon et Joao
Mouvement des Agriculteurs

Conférence de presse de Macron : la grande glissade

Que retenir de la conférence de presse d'Emmanuel MACRON du 16 janvier ?

Alors qu'on aimerait bien tout oublier tant le modèle présenté est rance et violent !

Quasiment tout le discours et toutes les annonces sont réactionnaires !

Ce n'est pas une France plus juste et une France plus forte qu'il défend mais c'est une France nationaliste et une France d'hier. Une France faible avec les forts et forte avec les faibles ! Une France de plus en plus inégalitaire ! C'est la présomption de culpabilité pour les jeunes, pour les étrangers, pour les chômeurs, pour les malades, pour les fonctionnaires.

Les attaques sont multiples :

- anti-jeunes (SNU, uniforme, ...),
- anti-étrangers (loi Darmanin,..),
- anti-pauvres (assurance chômage, aides sociales...),
- anti-malades (doublement du forfait de non prise en charge par médicament...),
- anti-femmes (plan infertilité, congés parentales amputés...),
- anti-fonctionnaires (rémunération au mérite, ...),
- anti-paix (réarmement...).

Macron promet un ensemble de punitions, sanctions, responsabilisations. Et pour qui ? Pour les patrons, pour les entreprises du CAC40, pour les hauts-fonctionnaires, pour les ministres, pour les agresseurs, pour les dominants !? (Car « un grand pouvoir implique des grandes responsabilités « comme disait Churchill, ou Spider-man (!)).

Non, Macron et son gouvernement seront intraitables, pour punir, sanctionner, culpabiliser : les parents, les jeunes, les étrangers, les précarisés, les chômeurs, les malades, les dépendants...

Il n'a rien dit ou presque sur l'inflation, ni sur la crise du logement, ni sur la crise écologique, ni sur la crise sociale, ni sur la protection des plus faibles, ni sur la répression policière, ni sur la défense des services publics.

L'enjeu est-il de baisser les impôts quand tant de chantiers sont à lancer ?!

Tout pour la France virtuelle d'hier, rien pour la France réelle d'aujourd'hui et de demain!

Ce président ne nous protège pas, ce président (faut-il encore dire de la République?!) attaque toutes les travailleuses et tous les travailleurs !

Bref! Ce sont les président et premier ministre les plus jeunes avec la politique la plus vieille! Un couple exécutif entièrement tourné vers la défense et la préservation de la classe qu'ils représentent, les capitalistes, contre les travailleurs qui ne vivent que de leur travail.

Leurs dérives droitières extrêmes semblent sans limite !

Il est des programmes politiques qu'on ne voudrait pas revoir !

Et pourtant ils reviennent...et sous la 5ème République, et non seulement dans les discours mais dans la loi même...car la loi Immigration Darmanin a bien été votée et c'est une loi aux relents d'extrême droite que Macron a exigé de faire voter avant la fin de 2023, quoi qu'il en coûte ! Le toilettage du conseil constitutionnel du 25/01/2024 (censure partielle) ne change ni le fond, ni l'esprit de cette loi que Macron entend promulguer de façon imminente !

Cette loi vise la désignation d'un bouc-émissaire, c'est le rejet de l'étranger, c'est la préférence nationale, c'est le droit du sang, c'est tout un programme politique.

Ainsi, l'agression raciste du maire de Péage-de-Roussillon, André MONDANGE, et de sa famille dans la nuit du 21 au 22 décembre 2023 nous le rappelle puisqu'il le faut :

l'extrême droite est raciste, antisémite, anti-sociale et anti-républicaine.

On ne combat pas son ennemi en utilisant ses armes ! Se compromettre n'est pas vaincre !

Il n'y a ni d'extrême droite, ni d'idée d'extrême droite respectable et c'est cela que nous devons combattre !

« un grand pouvoir implique des grandes responsabilités »

L'affaire PSG-Fournel

Jérôme Fournel, ex Directeur Général des Finances Publiques, a donc été exfiltré pour être nommé directeur de cabinet du ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Bruno Le Maire.

Bercy a été perquisitionné, le journal en ligne Médiapart a dévoilé un scandale au plus haut sommet de l'Etat, Darmanin alors ministre des Comptes publics en 2017 et son directeur de cabinet de l'époque, Jérôme Fournel ont monté, à la demande du Paris Saint-Germain (PSG), une opération financière de barbouze.

Le club de foot parisien voulait ne pas avoir à s'acquitter des taxes et cotisations sociales de transferts d'un montant de 222 millions d'euros du joueur Neymar.

Voilà donc nos deux compères qui se transforment en un véritable cabinet de conseil financier (ab)usant de leur position de ministre et de directeur de cabinet. La défense de Darmanin est lunaire, « le rayonnement du sport français et...les impôts que Neymar aurait payer depuis en France ». (Sic !) Pour le projet sportif, c'est encore une autre question au regard des centaines de millions d'euros investis.

Mais la réalité est tout autre, derrière cette opération puante, non seulement ces deux acolytes sont intervenus sur le volet fiscal mais ils l'ont fait aussi sur le volet Sécurité sociale en intervenant auprès du directeur général de l'URSSAF. Près de 80 millions

d'euros auraient donc été soustraits au budget de l'état et de la Sécurité sociale.

Le dépassement de fonction ne s'arrête pas là. En effet, très probablement par cette opération, le PSG a pu respecter les règles du fair-play financier imposé par l'UEFA sur les dépenses des clubs de football.

Les rescrits fournis par l'administration fiscale et celle de l'URSSAF pourraient, devraient être maintenant expertisés. Ainsi, même s'ils ne seraient pas juridiquement répréhensibles, ils le sont déontologiquement !

Nous attendons avec une certaine impatience le prochain CSAL où le respect de la déontologie pour les agents sera à l'ordre du jour...

Autre ministre, autre pratique tout autant condamnable, celle de l'éducation nationale, madame Amélie Oudéa-Castéra qui, elle, a demandé qu'un de ses enfants n'ait pas à subir la sélection imposée aux autres lycéens par Parcoursup pour accéder à l'enseignement supérieur de leurs choix.

En avril 2017, Macron disait :
« **Le principal danger pour la démocratie est la persistance de manquements à la probité parmi des responsables politiques** ».

Darmanin, Oudéa-Castéra, Fournel et quelques autres sont toujours aux affaires et dans les affaires.

La Révolution française a mis fin à la noblesse, pas à l'aristocratie bourgeoise.



Le ministre des comptes publics Gérard Darmanin (aujourd'hui à l'intérieur) dans son bureau à Bercy avec son directeur de cabinet, Jérôme Fournel (aujourd'hui patron de la DGFIP) le 17 novembre 2017.

© Elodie Grégoire / REA

FOOTBALL - TRANSFERT
EN SIGNANT AU PSG NEYMAR
TOUCHERA UN SALAIRE ANNUEL
DE 35 MILLIONS !



Local

Vienne, espace 47, la nouvelle odyssée !

Nos collègues de Vienne provisoirement installés à l'espace 47, avenue général Leclerc en attendant la réalisation du chantier de rénovation générale du bâtiment du 12 rue Jean Moulin, très prochainement terminés, n'ont pas manqué de patience et d'abnégation durant toute la période des travaux

Entre la climatisation défectueuse, le chauffage tout autant défectueux, un lieu de restauration peu satisfaisant sur différents points, des espaces d'accueil difficiles, voilà que depuis plusieurs semaines le bâtiment est victime d'infiltrations d'eau obligeant au pompage du « lac artificiel » créé dans la cave et de la remontée des eaux dans des bureaux du rez-de-chaussée. Des investigations n'ont pour l'instant pas éclairci le mystère. Après le mystère de la chambre jaune, le mystère de la cave de l'Espace 47.



Jeunes et groupés !

En tant que jeunes engagés, nous sommes fières de relancer le Collectif Jeunes CGT. La CGT nous offre l'opportunité de nous défendre et de nous exprimer sur des problématiques qui peuvent être rencontrées par les "jeunes" de la DGFIP., comme par exemple le droit à l'accès au logement ou encore aux crèches...Différentes réunions se tiendront afin de créer des changements positifs. **Vous pouvez contacter Samia YAKOUBEN, Sofia BEIDA et Céline COVRE qui travaillent au SIP Oisans-Drac à GRENOBLE et Manon GILLET au SGC de Roussillon, référentes du Collectif Jeunes !**

En bref...

Mouvement des agriculteurs, réflexion !



Tout le monde doit pouvoir vivre de son travail et avoir des conditions d'exercice du métier respectant le droit à vivre en dehors du temps travaillé.

Beaucoup de petites et moyennes exploitations subissent une paupérisation inacceptable. Ce ne sont ni les consommateurs qui n'achèteraient pas les produits agricoles produits par ces exploitants, ni certaines réglementations pour améliorer la qualité des productions, la protection des exploitants et des consommateurs mais bien les grandes centrales d'achat, les accords de libre-échange permettant de déverser sur le marché français des produits qui ne remplissent ni les garanties sociales, ni les garanties sanitaires qu'il est

normal d'exiger.

Mais de cela, ceux qui dictent aux gouvernants nationaux et transnationaux (OMC, l'Union Européenne etc.) n'en ont que faire, seule compte la marche des capitalistes qui se gavent sur les besoins essentiels que sont la nourriture et l'eau. Enfin augmentez les salaires et chacun pourra se nourrir des produits les plus exigeants des points de vue social, environnemental et sanitaire!

-----Formulaire de contact ✂-----

Nom :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Souhaites-tu adhérer : OUI

CGT Finances Publiques Isère 38-40 Avenue Rhin et Danube 38047 Grenoble Cedex 2
Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834) Tel Belgrade : 04 76 85 75 96
Mail : cgt.ddfip38@dgifp.finances.gouv.fr Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>